

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, devant le Parlement réuni en Congrès, sur les défis et priorités de la politique gouvernementale, le 22 juin 2009.

Site d'origine :

Monsieur le Président du Sénat,

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

En m'adressant à vous aujourd'hui, j'ai conscience d'inaugurer un changement profond dans notre tradition républicaine.

Depuis 1875, le Chef de l'Etat n'avait pas le droit de venir parler devant les Assemblées. Il ne pouvait communiquer avec elles que par des messages écrits qu'on lisait à sa place. Cette règle avait été posée dans un climat de méfiance où la République se sentait fragile et menacée. Cette époque est révolue depuis longtemps. La République est solidement ancrée dans notre pays. Le temps était donc venu que s'établissent entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif des rapports plus conformes à l'esprit d'une démocratie apaisée.

Une démocratie apaisée ce n'est pas une démocratie où tout le monde est d'accord mais où tout le monde s'écoute et se respecte.

Si j'ai voulu m'exprimer devant vous aujourd'hui c'est pour montrer l'importance que j'attache au Parlement, à son rôle, à son travail.

C'est un moment important. Je l'aborde avec gravité et avec humilité tant la situation que nous vivons est sans précédent. Nul, dans ces circonstances, n'est assuré de détenir la vérité.

J'ai voulu venir vous dire les conséquences que je tire de la crise. J'ai déjà eu l'occasion de parler de la politique européenne de la France et de ce qu'elle souhaitait pour réguler la mondialisation. Aujourd'hui c'est de notre pays, de l'avenir qu'il peut se construire dont je suis venu vous parler.

La crise n'est pas finie. Nous ne savons pas quand elle se terminera.

Nous devons tout faire pour que ce soit le plus rapidement possible.

En attendant nous devons continuer à soutenir l'activité.

Nous devons continuer à garantir la stabilité de notre système bancaire.

Nous devons protéger nos concitoyens les plus fragiles, ceux qui souffrent le plus.

Nous devons tout faire pour éviter que les victimes de la crise ne deviennent des exclus que nous ne pourrions plus ensuite réinsérer dans l'économie et dans la société.

L'exclusion, c'est ce que la crise peut engendrer de plus grave.

Relâcher notre vigilance, nos efforts pour conjurer ce danger au prétexte que la crise serait finie, ce serait irresponsable. Ce ne serait pas seulement compromettre la reprise, ce serait hypothéquer lourdement notre avenir.

L'idée selon laquelle nous pourrions nous en sortir en laissant une partie des Français sur le bord du chemin, c'est une idée injuste et c'est une idée fausse.

L'idée selon laquelle nous pourrions nous en sortir en abandonnant une partie de nos territoires, de nos quartiers est une idée fausse.

L'idée selon laquelle, parce que la crise serait soi-disant terminée, nous ne devrions plus nous préoccuper de ses conséquences sociales, de ses conséquences humaines est une idée dangereuse.

Je vais aller plus loin.

Considérer la crise comme une parenthèse qui sera bientôt refermée, faire comme si tout devait recommencer comme avant, comme si on allait pouvoir penser comme avant, se comporter comme avant, avec les mêmes critères, les mêmes méthodes, serait une erreur fatale.

Rien ne sera plus comme avant.

Une crise d'une telle ampleur appelle toujours une remise en cause profonde. On ne peut pas assister à une catastrophe pareille sans remettre en cause les idées, les valeurs, les décisions qui ont conduit à un tel résultat.

En nous obligeant à tout remettre à plat, en ébranlant les dogmes et les certitudes, la crise nous rend plus libres d'imaginer un autre avenir.

Depuis la fin de la Guerre Froide, la mondialisation semblait imposer à tous l'idée qu'il n'y avait qu'une seule voie à suivre, un seul modèle possible, une seule logique. La crise ayant fait la démonstration que cette voie était une impasse, nous voici désormais contraints d'en trouver d'autres.

Je l'ai dit, il y a quelques jours, à la tribune de l'Organisation Internationale du Travail :

Il y a deux types de mondialisation.

Celle qui privilégie la croissance externe, chacun cherchant par tous les moyens à prendre les emplois et les marchés des autres.

Celle qui privilégie la croissance interne, c'est-à-dire un modèle de développement dans lequel chacun produisant plus et consommant davantage contribue au développement de tous.

La première pousse à l'extrême la logique de la compétitivité à tout prix en recourant à toutes les formes de dumpings, à des politiques commerciales agressives, à l'écrasement du pouvoir d'achat et du niveau de vie.

La deuxième s'appuie sur l'augmentation de la productivité, l'élévation du niveau de vie, l'amélioration du bien être.

La première est conflictuelle.

La deuxième est coopérative.

La première oppose le progrès économique et le progrès social.

La deuxième au contraire les lie l'un à l'autre.

Tout l'enjeu aujourd'hui est de faire passer la mondialisation de la première logique à la seconde.

La crise va y contribuer. Elle annonce un monde où la demande de justice, de régulation et de protection sera plus forte. Qui peut croire que les peuples subiront sans rien dire les conséquences douloureuses de la crise, qu'ils ne réclameront pas plus de protection, pas plus de justice, qu'ils supporteront de nouveau, comme si de rien n'était, les parachutes dorés et les gains mirobolants des spéculateurs.

Le monde d'après la crise sera un monde où le message de la France sera mieux entendu et mieux compris.

Ce sera un monde dans lequel, compte tenu de sa culture, de ses valeurs, la France sera mieux armée que beaucoup d'autres pour réussir.

Le modèle de la croissance interne dans lequel le progrès social, le progrès humain vont de pair avec le progrès économique, c'est celui qui a toujours permis à la France de remporter ses plus beaux succès.

Fonder sa compétitivité non sur des politiques sacrificielles qui dégradent le niveau de vie, mais sur la recherche d'une productivité globale par la qualité de son éducation, de sa santé, de sa recherche, de ses services publics, de sa protection sociale, de ses infrastructures, par sa qualité de vie, par la mobilisation de toutes ses ressources matérielles et humaines, par une complémentarité réussie entre l'initiative privée et l'action publique, c'est au fond ce que la France a toujours voulu faire.

C'est ce qui correspond le mieux à son génie.

C'est ce qui correspond le mieux à son idéal.

C'est ce qu'au fond nous voulons tous, au-delà des divergences que nous avons sur les moyens à mettre en oeuvre, sur les réformes nécessaires pour y parvenir, sur l'importance de la responsabilité individuelle ou sur la définition de l'égalité.

Nous aimons tous notre pays.

Nous partageons les mêmes valeurs fondamentales.

Nous voulons que chacun ait les mêmes droits et les mêmes devoirs, que chacun se sente respecté, que chacun ait sa place dans la société.

Le modèle républicain reste notre référence commune. Et nous rêvons tous de faire coïncider la logique économique avec cette exigence républicaine.

Ce rêve nous vient, pourquoi ne pas le dire, du Conseil National de la Résistance qui, dans les heures les plus sombres de notre histoire, a su rassembler toutes les forces politiques pour forger le pacte social qui allait permettre la renaissance française.

Cet héritage est notre héritage commun.

Nous devons nous souvenir des Trente Glorieuses non avec nostalgie mais pour nous rappeler que ce miracle d'un idéal républicain en prise avec les réalités de son temps et tirant de la France ce qu'elle a de meilleur est toujours possible quand nous sommes rassemblés.

Bien sûr le monde a changé et nous ne reviendrons pas au monde des Trente Glorieuses.

Bien sûr pendant 30 ans les valeurs françaises ont été à contre courant de celles qui dominaient l'économie et la politique mondiales.

Mais qui ne voit que la crise mondiale crée de nouveau des circonstances favorables à cette aspiration française à mettre l'économie au service de l'Homme, et non l'inverse.

Tout nous y ramène : la crise économique, la crise sociale, la crise écologique.

Au moment même où il redevient évident pour tout le monde que le développement économique ne peut être durable que s'il respecte l'Homme et s'il respecte la nature ;

Au moment même où le monde redécouvre les limites d'une logique exclusivement marchande ;

Au moment même où s'impose à tous la nécessité de réguler la mondialisation et les marchés ;

le modèle français a de nouveau sa chance.

Le modèle de croissance de demain ne sera pas celui des Trente Glorieuses. La révolution écologique et la révolution numérique vont transformer radicalement les modes de consommation et les modes de production. Mais il aura des ressorts semblables.

Sans même nous en rendre compte, responsables politiques de Droite et de Gauche, nous avons fait la part trop belle au capital financier et sans doute trop écouté les leçons de ceux qui en même temps qu'ils se scandalisaient de l'endettement public mettaient de gigantesques leviers d'endettement au service d'une spéculation effrénée.

Dans le nouveau modèle de croissance que la France appelle de ses vœux, qu'elle cherche à construire, une place plus grande doit être faite au travail, aux entrepreneurs, aux inventeurs, aux créateurs, à la production.

Dans le monde qui vient, nos ingénieurs, nos savants, nos artistes, notre culture du service public, notre savoir faire dans l'articulation entre le secteur privé et le secteur public qui s'inscrivent dans une longue tradition vont redevenir des atouts considérables.

Raison de plus pour ne pas éluder quelques questions cruciales.

Pourquoi le fossé est-il si grand entre nos idéaux et la réalité sociale ? Il n'a cessé de se creuser pendant 30 ans.

Pourquoi l'avenir est-il à ce point vécu comme une menace et si peu comme une promesse ?

Pourquoi les parents ont-ils si peur pour l'avenir de leurs enfants ?

Pourquoi un tel malaise ? Car il y a bel et bien un malaise, et ce malaise est profond.

Ces questions, il nous faut avoir le courage de nous les poser et d'y répondre.

La crise a remis le modèle français à la mode. Hier décrié, il se trouve aujourd'hui reconnu pour son rôle d'amortisseur social. Mais la crise est aussi un puissant révélateur de nos défaillances et de nos faiblesses. Faire le dos rond en attendant que ça passe serait une faute.

Rien n'était moins propice aux grands changements que l'inertie des temps ordinaires, ce que nous ne ferons pas maintenant, nous ne le ferons pas plus tard. Nous manquerions une chance historique.

La crise ne peut pas déboucher seulement sur la remise en cause des autres. C'est aussi le moment ou jamais de nous remettre en cause nous-mêmes.

Notre avenir se décide maintenant.

Comment affronter notre avenir si nous ne sommes pas assurés de nos valeurs ?

Où en sommes-nous avec le principe d'égalité ?

Ne sommes-nous pas progressivement passés sans toujours nous en rendre compte de l'égalité républicaine à l'égalitarisme ?

La République, c'est la promotion sociale fondée sur le mérite et le talent. L'égalitarisme, c'est donner la même chose à tout le monde.

La République tire tout le monde vers le haut. L'égalitarisme, c'est le nivellement par le bas.

Qui ne voit que notre modèle d'intégration ne fonctionne plus ?

Au lieu de produire de l'égalité, il produit de l'inégalité.

Au lieu de produire de la cohésion, il produit du ressentiment.

Je ne veux pas rouvrir le débat sur le terme de discrimination positive dont j'ai conscience qu'il renvoie à des histoires, à des traditions différentes des nôtres. Mais je veux dire que pour atteindre l'égalité il faut savoir donner plus à ceux qui ont moins, il faut savoir compenser les handicaps de ceux auxquels la vie a donné d'emblée moins de chance de réussir qu'à tous les autres. Il ne faut pas le faire sur des critères ethniques. Ce serait contraire à nos principes les plus fondamentaux. Il faut le faire sur des critères sociaux. Mais il faut le faire.

Nous avons fini par prendre à bras le corps le problème de la rénovation urbaine. Nous nous sommes occupés des bâtiments, c'était nécessaire. Maintenant nous devons nous occuper des personnes. Je sais bien qu'il y a des réticences, qu'il y a des inerties. Sachez que ma détermination est totale. Nous ne pouvons pas continuer à proclamer des valeurs et tolérer qu'elles soient à ce point contredites par les faits. Cette contradiction est destructrice. Elle est destructrice moralement. Elle est destructrice socialement.

Je ne peux pas parler de l'égalité sans penser à nos compatriotes d'Outre-mer.

Comment pourraient-ils se sentir pleinement citoyens de notre République si notre République tient si peu à leur égard la promesse d'égalité qu'elle fait à tous les citoyens ? Je veux parler avec eux des moyens par lesquels la République pourra tenir ses engagements. Je veux parler avec eux des moyens juridiques et matériels qui sont nécessaires pour y parvenir.

Nous ne pouvons pas là non plus au nom d'une conception purement formelle de l'égalité, laisser perdurer une situation aussi contraire à nos principes. Je ne m'y résignerai pas.

Où en sommes-nous avec la laïcité ?

Je ne réemploierai pas le terme de laïcité positive pour ne pas alimenter une polémique inutile. Mais je reste ferme sur l'idée que la laïcité ce n'est pas le refus de toutes les religions, ce n'est pas le rejet du sentiment religieux. C'est un principe de neutralité et un principe de respect. La laïcité c'est le respect pour toutes les opinions et pour toutes les croyances. Quand Jules Ferry a écrit aux instituteurs, il leur a dit :

« Au moment de proposer aux élèves un précepte, une maxime quelconque, demandez-vous s'il se trouve à votre connaissance un seul honnête homme qui puisse être froissé de ce que vous allez dire. Demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présent à votre classe et vous écoutant, pourrait de bonne foi refuser son assentiment à ce qu'il nous entendrait dire. Si oui, abstenez-vous de le dire. »

Qui peut oublier que la séparation de l'Eglise et de l'Etat s'est faite dans la douleur ? Mais sommes-nous obligés de continuer cette guerre qui n'a plus lieu d'être ? Nous ne sommes pas menacés par le cléricisme. Nous le sommes davantage par une forme d'intolérance qui stigmatise toute appartenance religieuse. Je le dis en pensant en particulier aux Français de confession musulmane. Nous ne devons pas nous tromper de combat. Dans la République la religion musulmane doit être autant respectée que les autres religions.

Le problème de la burka n'est pas un problème religieux.

C'est un problème de liberté et de dignité de la femme.

Ce n'est pas un signe religieux, c'est un signe d'asservissement, c'est un signe d'abaissement.

Je veux le dire solennellement, la burka n'est pas la bienvenue en France. Nous ne pouvons pas accepter dans notre pays des femmes prisonnières derrière un grillage, coupées de toute vie sociale, privées de toute identité. Ce n'est pas l'idée que nous nous faisons de la dignité de la femme.

Le Parlement a souhaité se saisir de cette question. C'est la meilleure façon de procéder. Il faut qu'il y ait un débat et que tous les points de vue s'expriment. Où ailleurs qu'au parlement pourrait-il mieux s'exprimer ? Mais je vous le dis, nous ne devons pas avoir honte de nos valeurs. Nous ne devons pas avoir peur de les défendre.

Où en sommes-nous avec la liberté ? Qu'en avons-nous fait ?

La liberté ce n'est pas le droit pour chacun de faire ce qu'il veut. Etre libre ce n'est pas vivre sans contrainte et sans règle. Quand il n'y a pas de règles, quand tous les coups sont permis, ce n'est pas la liberté qui triomphe, c'est la loi de la jungle, la loi du plus fort ou celle du plus malin.

C'est le débat que nous avons sur l'école. Rendre service à nos enfants c'est leur enseigner qu'il n'y a pas de liberté sans règle.

C'est le débat que nous avons sur l'économie, sur la finance, sur le capitalisme. Nous voyons bien que le capitalisme devient fou quand il n'y a plus de règles.

C'est le débat aussi que nous avons sur le droit d'auteur. Car enfin, comment pourrait-il y avoir dans notre société de zones de non-droit ? Comment peut-on réclamer en même temps que l'économie soit régulée et qu'internet ne le soit pas ? Comment peut-on accepter que les règles qui s'imposent à toute la société ne s'imposent pas sur internet ? En défendant le

droit d'auteur je ne défends pas seulement la création artistique, je défends aussi l'idée que je me fais d'une société de liberté, où la liberté de chacun est fondée sur le respect du droit des autres. C'est aussi l'avenir de notre culture que je défends. C'est l'avenir de la création. J'irai jusqu'au bout.

Le débat sur la liberté ? C'est aussi le débat sur la sécurité, sur les prisons. Qu'elle est la liberté de celui qui a peur de sortir de chez lui ? Qu'elle est la liberté pour les victimes si leurs agresseurs ne sont pas punis ? Comment peut-on parler de justice quand il y a 82000 peines non exécutées parce qu'il n'y a pas de places dans les prisons ?

Comment accepter à l'inverse que la situation dans nos prisons soit aussi contraire à nos valeurs de respect de la personne humaine. La détention est une épreuve dure. Elle ne doit pas être dégradante. Comment espérer réinsérer dans la société ceux qu'on aura privés pendant des années de toute dignité ?

L'état de nos prisons, nous le savons tous, est une honte pour notre République quel que soit par ailleurs le dévouement du personnel pénitentiaire. Il nous faut construire des places de prisons et d'hôpitaux pour les détenus souffrant de troubles psychiatriques. C'est une nécessité pour la liberté de tous. C'est une nécessité morale.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Comment pouvons-nous espérer redonner à notre modèle social toutes ses chances de réussite si nous ne sommes pas au rendez-vous des décisions difficiles ?

Ces rendez-vous, nous les connaissons tous : le lycée, l'université, la formation professionnelle, les retraites, la dépendance, les services publics, l'organisation de nos structures territoriales... les déficits.

Beaucoup a été fait depuis deux ans : le RSA, l'autonomie des universités, la réforme des régimes spéciaux, le service minimum, la carte judiciaire, la restructuration de notre appareil militaire, la réduction des effectifs de la fonction publique, la fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC, la fusion des impôts et de la comptabilité publique, la réforme de la représentativité syndicale.

C'étaient des décisions difficiles à prendre.

Nous les avons prises.

Je ne critique personne de ne pas les avoir prises avant.

Je me pose simplement la question de savoir pourquoi il est si difficile de réformer notre pays.

Pourquoi il est si difficile de résoudre les problèmes structurels que tout le monde connaît ?

La fusion de l'ANPE et de l'UNEDIC attendait depuis 20 ans. Celle de la comptabilité publique et des impôts depuis 10 ans. Et le livre Blanc sur les retraites de Michel Rocard a 18 ans.

Comment se fait-il que malgré les efforts de tous, et je ne fais pas de ce point de vue de différence entre la Droite et la Gauche, comment se fait-il que l'on ait obtenu si peu de résultats en matière de chômage ? Qu'il y ait autant d'exclus ?

Que le malaise de la jeunesse soit si persistant ?

Que le malaise des classes moyennes soit si grand ?

Que nous ne soyons pas arrivés depuis 20 ans à mieux nous préparer au vieillissement de la population ?

Comment se fait-il que nous ayons autant tardé à entreprendre la révolution verte du Grenelle de l'environnement dont nous savions pourtant depuis longtemps qu'elle était inéluctable ?

Comment se fait-il que nous ayons autant de mal dans notre pays à préparer l'avenir ?

Comment se fait-il que nous ayons pris tant de retard ?

Quand on regarde tout ce que la société civile a fait ;

Quand on voit comment la société française s'est transformée ;

Quand on voit la capacité d'innovation dont elle fait preuve ;

Quand on voit ce que le courage, l'énergie, l'intelligence des Français est capable d'accomplir ;

On se dit que si l'Etat avait joué son rôle de force d'entraînement, de force de progrès, comme il l'a fait si souvent dans notre histoire, s'il avait été du côté des entrepreneurs, des créateurs, des inventeurs, la France aurait résolu beaucoup de ses problèmes et les Français regarderaient de nouveau l'avenir avec confiance.

La France a fait dans la durée un double mauvais choix.

Elle aurait dû faire beaucoup d'économies de gestion. Elle ne les a pas faites.

Elle aurait dû se concentrer sur les dépenses d'avenir. Elle ne l'a pas fait.

Je ne mets pas en cause telle ou telle famille politique, tel ou tel Gouvernement. C'est une responsabilité partagée.

J'y ai beaucoup réfléchi.

Je crois que, la crise aidant, le moment est venu de remettre en cause les principes d'une politique qui nous a enfermés dans des contradictions de moins en moins soutenables.

Je ne fuirai pas mes responsabilités devant la grave question des déficits de nos finances publiques.

Mais je ne ferai pas la politique de la rigueur. Parce que la politique de la rigueur a toujours échoué.

Je n'augmenterai pas les impôts parce que l'augmentation des impôts retarderait longtemps la sortie de crise et parce qu'en augmentant les impôts quand on est au niveau de prélèvements où nous nous trouvons, on ne réduit pas les déficits, on les augmente.

Je ne sacrifierai pas l'investissement parce que sans investissement il n'y a plus d'avenir. Parce que la politique du rationnement aveugle de la dépense est une politique qui conduit à ne pas choisir et qui, au bout du compte, ne permet pas de maîtriser la dépense. Cette politique a trop souvent conduit à couper dans les bonnes dépenses et à laisser filer les mauvaises.

Chaque fois que l'on a fait la politique de la rigueur on s'est retrouvé à la sortie avec moins de croissance, plus d'impôts, plus de déficits, plus de dépenses.

Oui nous avons un problème de finances publiques.

Oui nous avons un problème de déficits.

Mais nous ne le résoudrons pas de cette manière.

Nous devons changer radicalement notre façon de poser le problème.

Il y a le mauvais déficit. Celui qui finance les mauvaises dépenses, les gaspillages, l'excès de bureaucratie, les frais de fonctionnement trop élevés. Ce déficit structurel doit être ramené à zéro par des réformes courageuses.

Il y a le déficit qui est imputable à la crise, à la diminution des recettes, à l'augmentation des dépenses sociales. C'est un amortisseur social. Il a bien fonctionné. Il a permis à la France de limiter les effets de la crise. Après la crise il faudra le résorber en y consacrant les recettes de la croissance.

Il y a enfin le déficit qui finance les dépenses d'avenir. Il n'est pas anormal de financer l'investissement par l'emprunt. Ce peut être un bon déficit à la condition expresse qu'il permette de financer de bons investissements.

La question centrale c'est celle de la qualité de la dépense publique. La logique de la rigueur l'occulte parce qu'elle conduit à ne plus s'interroger que sur les conséquences budgétaires à court terme des décisions que l'on prenait.

Mais quand on ne met pas des moyens suffisants dans la lutte contre l'exclusion,

Quand on ne veut pas investir dans les internats d'excellence,

Quand on ne veut pas investir dans les écoles de la deuxième chance,

quand on n'a rien à proposer entre 16 et 18 ans aux enfants qui sortent de l'école sans diplôme, sans formation, sans perspectives, quand on perd la trace des enfants en difficulté qui se trouvent de facto exclus du système scolaire avant d'avoir achevé leur scolarité obligatoire parce que l'on n'a pas de structures adaptées pour eux, on ne fait pas des économies. On prépare une augmentation considérable des dépenses futures parce que l'on paiera très cher le coût de cette désocialisation.

Je proposerai aux partenaires sociaux de prendre des mesures massives en faveur de l'activité partielle et d'étendre encore le contrat de transition professionnelle.

Je dis que tout licencié économique doit pouvoir garder son salaire et recevoir une formation pendant un an, je dis qu'au lieu de se résigner à ce que la crise produise de l'exclusion, du désespoir, de la souffrance, il vaut mieux en profiter pour investir dans les hommes, dans leurs compétences, pour que demain ils travaillent mieux, qu'ils aient de meilleures perspectives de promotion. C'est l'intérêt de tous.

C'est un investissement.

Je veux dire à ceux qui s'étonnent que l'on puisse s'endetter pour doter le Fonds Stratégique d'Investissement que ce fonds nous aide à créer des emplois, à préserver des avancées technologiques et que de surcroît il va rapporter de l'argent à l'Etat parce que les actifs qu'il achète vont se valoriser.

C'est un investissement

Le choix de ne pas le faire, qui coûterait moins cher aujourd'hui, nous coûterait infiniment plus cher demain.

Je veux dire à ceux qui trouvaient que le Grenelle de l'environnement coûtait trop cher, que c'est la dépense la plus rentable

que l'on puisse imaginer. Elle va créer 600 000 emplois. Elle va donner à la France une avance considérable dans ce qui est appelé à être au coeur du nouveau modèle de la croissance mondiale. Nos finances publiques ne s'en porteront que mieux. C'est un investissement.

Quand je m'engage sur le projet du Grand Paris, sur la métropole de l'après-Kyoto, qui sera le laboratoire du Grenelle, qui sera une vitrine mondiale pour le savoir faire et pour les technologies françaises. C'est un investissement.

Nous mobiliserons des moyens nouveaux dans la réindustrialisation des bassins d'emploi en difficulté. Je dis que ça vaut mieux que de subventionner l'inactivité en condamnant les chômeurs à l'assistanat. C'est un investissement.

Je veux que l'on propose une solution à tous les adolescents qui sortent du système scolaire à 16 ans sans rien. Je dis que cela nous fait dépenser davantage aujourd'hui, mais que cela nous permettra de dépenser beaucoup moins demain parce que ces jeunes seront alors capables de trouver un emploi, de fonder une famille, d'élever leurs enfants plutôt que de rester en marge de la société. C'est un investissement.

Je souhaite que l'Etat prenne à sa charge, dans des internats d'excellence, les enfants de milieu modeste qui ont le goût de l'étude pour leur fournir de bonnes conditions de vie et de travail. Je dis que c'est mieux pour nos finances publiques de valoriser toutes les intelligences, tous les talents plutôt que d'en laisser perdre une partie. Le gaspillage des intelligences, des talents c'est le pire des gaspillages pour un pays.

Je souhaite créer les conditions d'une vie meilleure dans les lycées parce que des lycéens heureux, responsables, considérés, feront de meilleurs élèves et de meilleurs citoyens. La réforme du lycée c'est l'un des meilleurs investissements que l'on puisse faire pour l'avenir.

Je veux revaloriser l'apprentissage, la filière professionnelle, la filière technologique, la filière littéraire. Je veux que l'on mette les moyens nécessaires pour en faire des filières d'excellence au même titre que la filière scientifique, avec des passerelles, avec des diplômes de haut niveau. J'affirme que c'est une bonne dépense et que ce qui nous coûte cher c'est d'avoir tant tardé à le faire.

Il faut poursuivre dans la voie de l'autonomie des universités. Il faut investir dans les campus pour mettre nos universités à un niveau mondial. Il faut investir dans les logements pour les étudiants, pour les apprentis. Je veux que l'on mette les moyens pour que dans notre pays les jeunes puissent conquérir leur autonomie par leur travail, par leur mérite. Je pense ainsi à la croissance de demain.

Nous sommes placés devant une alternative.

Ou bien on continue à prendre des décisions qui ont pour effet que le nombre de ceux qui sont à charge ne cesse de croître et nous serons rapidement dans une impasse.

Ou bien nous changeons notre manière de voir les choses en nous efforçant de faire en sorte que ceux qui contribuent d'une manière ou d'une autre à la création de richesses soient de plus en plus nombreux. Alors nous pourrions d'autant mieux être solidaires avec les plus durement éprouvés par la vie, et avoir la protection sociale et le système de santé que nous souhaitons.

Nous serons au rendez-vous des réformes.

Nous serons au rendez-vous de la réforme de l'Etat.

Nous irons jusqu'au bout de la réforme de la carte administrative parce que la proximité du service public ne saurait justifier la déperdition de nos moyens.

Nous ne reculerons pas sur la règle du non remplacement d'un départ sur deux à la retraite dans la fonction publique. Non pour des raisons idéologiques mais parce que c'est une condition de l'efficacité de notre administration et de l'amélioration des conditions de vie et de carrière de nos fonctionnaires.

Nous irons plus loin dans la maîtrise des dépenses de santé parce que j'ai conscience de l'immensité des besoins et que je n'ai pas le droit de laisser gaspiller un euro.

Nous irons jusqu'au bout de la réforme des collectivités locales.

Nous ne nous déroberons pas devant la réduction du nombre des élus régionaux et départementaux. Nous ne nous déroberons pas devant le problème de la répartition des compétences.

Nous ne nous déroberons pas devant l'effort qui sera demandé à toutes les collectivités. On ne peut pas exiger de l'Etat d'être seul face au défi gigantesque qui consiste à faire de l'économie française une économie de production. Ce qui est en cause, c'est la même nation, le même citoyen, le même contribuable. L'effort doit être partagé.

Nous n'éluderons pas la question des niches sociales qui font perdre à la sécurité sociale des recettes dont elle a tant besoin.

Nous serons au rendez-vous de la réforme des retraites.

2010 sera un rendez-vous capital. Il faudra que tout soit mis sur la table : l'âge de la retraite, la durée de cotisation, la pénibilité.

Toutes les options seront examinées.

Les partenaires sociaux feront des propositions. Je n'ai pas l'intention de fermer le débat avant qu'il ne soit ouvert. Mais quand viendra le temps de la décision, à la mi 2010, je prendrai mes responsabilités.

Nous ne pouvons pas laisser un euro d'argent public gaspillé. Je demande au Parlement de se mobiliser pour identifier tous les dispositifs inutiles, toutes les aides dont l'efficacité n'est pas démontrée, tous les organismes qui ne servent à rien. Prenez le temps d'en débattre avec le Gouvernement à la rentrée afin que des décisions fortes puissent être prises avant la fin de l'année.

Mesdames et Messieurs les députés,

Mesdames et Messieurs les sénateurs,

Nous ne pouvons plus nous fixer des priorités et ne pas mettre les moyens nécessaires pour les atteindre.

C'est un problème de crédibilité de la parole publique.

Cette crise doit être pour nous l'opportunité de rattraper nos retards d'investissements et de prendre de l'avance. Il est beaucoup de domaines très importants pour notre avenir comme l'aménagement du territoire, l'éducation, la formation professionnelle, la recherche, l'innovation... qui demanderont des moyens considérables. Nous ne pourrons pas les satisfaire dans le strict cadre budgétaire annuel. Si nous ne changeons pas nos pratiques, nous continuerons à scander des priorités sans pouvoir les réaliser.

Mercredi, avec le Premier ministre nous procéderons à un remaniement du Gouvernement.

Son premier travail sera de réfléchir à nos priorités nationales et à la mise en place d'un emprunt pour les financer.

Ces priorités nationales je ne les fixerai pas seul. Elles doivent nous permettre de préparer au mieux l'avenir de la France.

Elles concernent le pays tout entier.

Le Parlement sera associé à leur définition.

Les partenaires sociaux y seront associés. J'en parlerai avec eux dès le premier juillet. Les responsables économiques, les acteurs du monde de la culture, de la recherche, de l'éducation seront consultés.

Pendant trois mois nous en discuterons tous ensemble.

Les décisions ne seront prises qu'au terme de ce débat.

Ce à quoi j'appelle, c'est à une révolution de nos mentalités. C'est à un changement radical dans notre rapport à l'avenir.

Quant à l'emprunt, son montant et ses modalités seront arrêtées une fois que nous aurons fixé ensemble les priorités. Nous le ferons soit auprès des français, soit sur les marchés financiers. Je prendrais les dispositions nécessaires pour qu'il soit affecté exclusivement à ces priorités. Je dis bien exclusivement car j'entends dans le même temps porter le fer dans les dépenses de fonctionnement qui s'avèreront inutiles ou non prioritaires,

Notre avenir se joue sur l'investissement. Il se joue aussi sur la place que nous allons donner à la production et au travail dans notre nouveau modèle de croissance.

Je veux poser la question de la fiscalité : allons-nous continuer à taxer la production et à taxer le travail alors que nous savons bien qu'en faisant peser des charges fixes trop lourdes sur le travail et la production nous détruisons nos emplois et nos industries ?

Le but est-il que toutes nos usines s'en aillent ?

Le but est-il qu'il n'y ait plus d'ouvriers dans notre pays ?

Je ne veux pas m'y résigner.

Ce serait suicidaire.

Ce serait gâcher nos meilleurs atouts.

L'idée d'une France sans usines et sans ouvriers est une idée folle.

C'est un choix stratégique.

C'est au nom de ce choix stratégique que la taxe professionnelle doit être supprimée. Cette réforme sera l'occasion de repenser notre fiscalité locale.

C'est avec la même détermination que je souhaite que l'on aille le plus loin possible sur la taxe carbone. Plus nous taxerons la pollution et plus nous pourrions alléger les charges qui pèsent sur le travail.

C'est un enjeu immense.

C'est un enjeu écologique.

C'est un enjeu pour l'emploi.

Comment revaloriser le travail si la valeur, si le profit ne sont pas équitablement partagés ? Comment espérer que le travail soit productif, que le travailleur se sente impliqué dans son travail, se sente responsable, concerné par la performance de son entreprise s'il ne se sent pas récompensé pour ses efforts. L'actionnaire doit être justement rémunéré mais le travail doit être justement considéré. C'est un débat que j'ai ouvert. Je le conduirai jusqu'au bout. Là aussi je prendrai mes responsabilités c'est un problème de justice. C'est un problème d'efficacité. Tout le monde a quelque chose à gagner dans un nouveau partage, plus équitable, plus motivant. C'est ça aussi le nouveau modèle de croissance.

Il n'y aurait rien de pire dans la situation actuelle, alors que dans le monde tout change, que de pécher par manque d'ambition, d'audace, d'imagination.

Je le dis à nos amis, à nos partenaires européens, la France change. Mais je leur dis : l'Europe doit changer aussi. Elle ne pourra plus fonctionner après la crise comme elle fonctionnait avant. Ce n'est pas le moment de parler du projet européen de la France mais l'Europe doit se donner les moyens de participer à la transformation du monde. Le changement de l'Europe et le changement de la France doivent aller de pair.

Vous l'avez compris, ce que je vous propose c'est le mouvement.

Ayons le courage de changer.

Nous sommes un vieux pays, sur un vieux continent, avec une vieille civilisation. L'Histoire nous a beaucoup appris. Retournons-nous un instant. C'est quand la France s'est convaincue que tout était possible qu'elle a été la plus grande. C'est quand elle a épousé l'avenir qu'elle a été la plus forte.

Mesdames et messieurs les Députés,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Cet avenir les Français nous ont confié la responsabilité de le construire ensemble.

C'est ce que nous allons faire.

Vive la France !

Vive la République !